

Une participation inespérée

Les Rencontres nationales de l'UNGE, qui se sont déroulées à Paris les 8 et 9 mars, ont accueilli plus de cent participants malgré les mouvements sociaux.

C'est dans l'écrin élégant de la Maison de la chimie, dans le VII^e arrondissement de Paris, à quelques pas de l'Assemblée nationale où se tenaient les débats houleux sur la réforme des retraites, que les Rencontres se sont déroulées. La grande mobilisation du 7 mars n'a pas découragé les adhérents de l'Union nationale des géomètres-experts (UNGE) : une petite centaine d'entre eux et une quarantaine de partenaires et d'invités ont participé à l'édition 2023. Des adhérents sont venus de toutes les chambres régionales et départementales, y compris d'outre-mer ! La famille du syndicat des employeurs, auxquels adhèrent 698 cabinets et 1 200 géomètres-experts (soit environ 70 % des professionnels), avait besoin de se retrouver.

Une année charnière sans élections, Cécile Taffin ayant été élue présidente un an plus tôt (lire notre entretien page 10) pour succéder à Régis Lambert. Une année sans enjeu politique particulier, pourrait-on dire, mais au programme pourtant chargé, au vu de la perspective « Trajectoire 2026 » lancée il y a un an et du chantier pharaonique de la formation, du recrutement et de la promotion du métier.

Prévoyance et cybermalveillance

La première journée, le mercredi, était consacrée aux ateliers des partenaires. Outre une salle dédiée aux exposants, différents ateliers ont permis de présenter plusieurs d'entre eux. Nouveaux venus au « club partenaires » : les assureurs Generali et Swiss Life. L'occasion d'évoquer des sujets trop souvent dissimulés sous le tapis : que faire en cas de décès d'un associé ? En cas de longue maladie ou incapacité ? Comment s'organise la prévoyance ?

La société Prisme, déjà visible au congrès du Havre, a présenté son offre de matériel de seconde main, moins cher et plus vertueux au niveau du plan carbone. Autres animateurs d'ateliers : Atlas, Géofoncier, Teria ou encore l'UNGE qui prépare une « Semaine des géomètres-experts » et incite tous ses adhérents à s'en emparer (lire page 11).

L'exposant Vespieren a pour sa part évoqué les risques liés à la cybermalveillance, qui sont à ne surtout pas négliger, y compris dans un cabinet de géomètres-experts : en cas d'attaque et de défaillance dans la riposte, la responsabilité des associés peut être mise en cause.

Le soir, les invités se sont retrouvés au fameux restaurant la



PHOTOS: T. HUGON

Coupoles, boulevard Montparnasse, pour un dîner et une soirée dansante.

Assemblée en mode hybride

Lors de la seconde journée, jeudi, s'est déroulée l'assemblée générale statutaire, en début de matinée, en « huis clos » entre adhérents, ce qui n'a pas permis à la rédaction de *Géomètre* d'y participer. Une assemblée en mode hybride, avec 87 personnes sur place, et 156 adhérents connectés à distance qui ont pu suivre les débats et voter à distance.

« *Exprimez les espaces de demain* », a lancé la présidente Cécile Taffin en clôture de ces Rencontres.

Après le déjeuner, les invités avaient rendez-vous pour une visite du musée Rodin. Un moment d'art, de poésie et de temps suspendu dans le silence des jardins, étonnant au cœur de la capitale. A l'issue de la visite, chacun a regagné son domicile tant bien que mal. ●

« Rester attractif dans un monde du travail en pleine mutation »

Quelles aspirations, quels dispositifs et quels comportements managériaux adopter ? C'est pour répondre à ces questions que Kévin Bouchareb, « directeur du futur » chez Ubisoft, a été convié en clôture des Rencontres.

NADIA CAULAINCOURT

Kévin Bouchareb, baskets blanches et houppette style années 1960, arpente l'estrade, micro à la main, en mode « conférence TEDx ». « Rester attractif et pertinent dans un monde du travail en pleine mutation », tel est le thème précis de son intervention. « Directeur du futur » : mais de quoi s'agit-il ? Le directeur « *future of work* » chez Ubisoft, entreprise française de jeux vidéo qui emploie 21 000 collaborateurs dans le monde, est chargé de définir la stratégie RH après avoir longuement étudié les nouvelles aspirations au travail. « *Un de mes meilleurs amis est géomètre-expert, je connais votre métier !* », lance-t-il en préambule.

De ses recherches, il liste cinq principales attentes liées au travail de nos jours : la rémunération ; l'équilibre « vie pro / vie perso » ; la flexibilité ; le sens ; la personnalisation (ou singularité).

Le monde en mutation qu'il désigne date de bien avant le Covid. « *L'émergence d'un grand nombre d'indépendants traduit une aspiration à la liberté et à la créativité et témoigne d'un rejet de la subordination classique.* » C'en est fini de l'ère où le chef décide de tout : horaires, lieu, conditions et modalités du travail... Cette « *logique paternaliste* » a vécu, selon lui !

« Egotisation » de la société

« *Le principal motif de démission est l'infantilisation au travail. Un bon nombre de personnes démissionnent aussi à cause de leurs collègues qu'elles supportent difficilement.* » Et de pointer, avec l'apparition



du développement personnel et des réseaux sociaux, un mouvement d'« égotisation » de la société. « *Or, les entreprises ne sont pas du tout prêtes à manager la singularité.* » Exemple : il faudrait laisser un salarié souffrant du spectre autistique travailler à part, dans une salle calme, et non dans un open space. Ou admettre le travail asynchrone, c'est-à-dire laisser aux collaborateurs le choix de leurs horaires de travail.

Télétravail, encore et toujours

Et de plaider pour la flexibilité, à commencer par le télétravail. Il le dit sans ambages : la France est en retard et conserve une mentalité conservatrice dans ses manières de travailler. « *Si l'on propose un job sans télétravail, au Canada, on n'a aucune chance de recruter !* »

Il faut cesser de croire qu'on ne travaille que quand on est au bureau. « *Je ne suis jamais aussi créatif que quand je suis au squash. La définition du travail n'est pas que productive – réunions, e-mails, slides... Il y a tout un "penser du travail" en dehors des horaires officiels.* »

Autre enjeu majeur : la « *crise du sens* », qui vient selon lui d'une surspécialisation du travail, mais qui recouvre aussi l'utilité sociale de l'emploi occupé. Il faut également composer avec les nouveaux militantismes sociétaux : une entreprise dont le bilan carbone est désastreux fera fuir les jeunes. Il cite quelques entreprises

novatrices : la Caisse nationale d'assurance-vieillesse teste la semaine de quatre jours. En Grande-Bretagne a lieu une expérimentation à grande échelle. Autre mode : proposer des congés illimités, « *les sociétés qui se lancent là-dedans constatent que leurs salariés prennent moins de congés que prévu* ». Le « congé respiration » mu par Orange ou Accenture porte ses fruits ; il consiste à donner la possibilité aux collaborateurs de partir trois ou quatre mois en gardant la moitié de leur salaire. Au risque de les voir partir définitivement ? Pas forcément : « *A l'issue des congés respiration, seuls 12 % des salariés quittent la société, les autres reviennent.* »

Esprit d'équipe et 35 heures

L'auditoire est attentif, parfois bavard : on sent qu'il est interpellé par les questions et suggestions de Kévin Bouchareb. Des questions émanent de la salle : l'« égotisation » n'est-elle pas antinomique avec l'esprit d'équipe ? Ou encore : comment articuler ces propositions avec les 35 heures ? Le directeur du futur admet que ces idées ne sont pas forcément toujours transposables dans une toute petite équipe.

En reprenant le micro, Cécile Taffin lui lance un pari : « *Et si on mettait un géomètre dans un jeu vidéo ?* ». « *Franche-ment, je suis chaud, ça me tente !* », rétorque Kévin Bouchareb, très applaudi. Affaire à suivre ! ●

« Trajectoire 2026, une feuille de route ambitieuse et rassurante »

En clôture des Rencontres nationales, Cécile Taffin, présidente de l'Union nationale des géomètres-experts (UNGE) a dressé pour *Géomètre* un bilan de sa présidence à mi-mandat, des actions écoulées et des perspectives pour l'année 2023. La vision stratégique de l'organisation, « Trajectoire 2026 », avance pas à pas. L'Union vient d'obtenir une reconnaissance pour son engagement dans la RSE.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHALIE DA CRUZ

Les Rencontres nationales se sont tenues avec une assez bonne participation malgré le contexte de grèves...

CÉCILE TAFFIN : Oui, au vu du contexte, avec près de 100 adhérents présents, nous sommes satisfaits. C'est un moindre mal. Certains ont fait d'importants efforts pour nous rejoindre, certains ont fait du covoiturage, d'autres ne sont pas sûrs d'avoir un moyen de rentrer chez eux... Je les remercie chaleureusement !

Quel bilan dressez-vous de l'année écoulée ?

C.T. : L'année 2022 a été l'occasion de revenir sur les cent ans de l'UNGE. Nous avons pris le temps de nous poser, de regarder en arrière pour analyser tout ce qui s'est passé lors des dix décennies précédentes au niveau de l'ambition du syndicat, de l'engagement collectif et des actions menées. Nous avons édité un livret intitulé *Mesurons le chemin parcouru*. Un siècle plus tard, les évolutions ont certes été nombreuses, notamment au plan technologique, mais on s'aperçoit que certaines questions de fond perdurent. En 1923 se posaient déjà les questions du recrutement, du niveau de la formation ; des débats avaient lieu entre géomètres-experts des villes et des campagnes. Je m'amuse à dire que nous tenons peut-être, dans cette rétrospective, le programme des cent ans à venir !

Lors de l'assemblée générale, vous avez dressé le bilan de votre « Trajectoire 2026 ». Quel est le chantier le plus important pour vous ?

C.T. : « Trajectoire 2026 » poursuit cinq axes. Le premier axe,

prioritaire pour nous, porte sur la communication et la promotion de la profession. Une action est sur le point d'être réalisée : la fourniture de casques de réalité virtuelle aux chambres régionales de l'UNGE, qui pourront les utiliser lors de forums étudiants, de journées portes ouvertes, dans les collèges et les lycées... Le but est une immersion dans le métier de géomètre-expert pour, par exemple, voir ce que donne un scan 3 D. L'idée est que, localement, les casques puissent « tourner » sur tout le territoire. Ils pourront « appâter » les jeunes, si l'on peut dire, car ces outils sont des vecteurs attractifs de promotion de la profession pour eux. Cela peut prendre la forme d'un stand de l'UNGE dans des forums locaux ou départementaux sur les métiers. Actuellement, les adhérents découvrent les casques, qui seront livrés dans les régions d'ici peu. Une formation d'une demi-journée sera dispensée.

Sur quels aspects porte l'axe deux, centré sur « l'influence » ?

C.T. : Il s'agit de faire reconnaître le rôle et la place du géomètre-expert. Dans la perspective des élections présidentielles et législatives en 2022, nous avons réalisé un manifeste, *Pour une équité territoriale et environnementale*, porteur de messages et de propositions sur l'aménagement du territoire. Un site Internet a été créé ad hoc : geometre-expert-2022.fr. Mais force est de constater que les campagnes électorales de 2022 se sont foca-

« Quand on commence à s'intéresser à la RSE, on se rend compte qu'on ne part jamais de zéro, on répond déjà à un certain nombre de critères »

lisées sur certains sujets, reléguant les questions d'aménagement et de logement en arrière-plan. Nous n'avons pas eu l'écoute que nous attendions. Toutefois, le site geometre-expert-2022.fr va être transformé pour être pérennisé et devenir un site de « vitrine politique » ciblant surtout les élus locaux, évoquant des sujets comme

le zéro artificialisation nette (ZAN) ou mettant en lumière des actions locales de cabinets.

La convention collective date de 2006. A-t-elle été réécrite ?

C.T. : Ce sujet rejoint l'axe trois de notre trajectoire sur le paritarisme. Le contexte est particulier. La filière ingénierie de l'immobilier, de l'aménagement et de la construction (Fiiac) était née d'un accord de fusion signé entre la branche des géomètres-experts et celle des économistes de la construction. Mais nous ne sommes pas parvenus à écrire dans les temps impartis une convention collective commune aux deux organisations. Après

réflexion, les économistes de la construction ont émis le souhait de sortir de la Fiiac. Or, le gouvernement souhaite éviter la persistance de petites branches et promeut les fusions. La direction générale du travail, au sein du ministère, observe la situation, car ce genre de scission est inédit. Nous en sommes là pour l'instant. En 2023, nous devons réfléchir à notre stratégie: rester seuls? Fusionner avec une autre branche? Nous avons besoin de temps pour nous positionner et bien étudier les différents scénarios.

Qu'en est-il en matière de formation ?

C.T.: Pour les perspectives en 2023, il y a lieu de s'interroger: quelle politique souhaite-t-on promouvoir? Quels accords vait-on mettre sur la table? Que veut-on proposer à la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation (Cpnef)? Les enjeux sont très importants dans ce domaine: recruter, attirer de nouveaux profils, aider les reconversions, faire évoluer les métiers (1), ouvrir la profession à des personnes en recherche d'emploi... A l'automne 2022, nous avons signé un accord «Engagement de développement de l'emploi et des compétences» (Edec) avec l'Etat et l'opérateur Atlas (2), qui constitue une première étape.

Etes-vous engagés dans une démarche de RSE?

C.T.: Nous avons commencé, il y a un peu moins d'un an, une démarche pour aller vers la RSE. Nous avons obtenu le niveau «confirmé» du label Afaq 26 000 «Engagés RSE» il y a quelques semaines: c'est un bel exploit, l'auditeur nous l'a précisé! Le thème du congrès 2022 de l'Ordre des géomètres-experts au Havre nous a montré qu'il fallait nous pencher sur ces questions. Nous avons su transformer notre perspective «Trajectoire 2026» pour construire un label RSE; en effet, cette feuille de route permet de répondre à un certain nombre d'objectifs visés. Quand on commence à s'intéresser au sujet de la RSE, on se rend compte qu'on ne part jamais de zéro, on répond déjà à un certain nombre de critères.

Comment coopérez-vous avec l'Ordre des géomètres-experts?

C.T.: Nous menons des actions en partenariat comme Blue Parking, opération très atypique. Nous communiquons régulièrement avec l'OGÉ pour échanger sur nos projets. L'objectif

d'améliorer la formation et le recrutement est évident pour tout le monde. Il y a lieu d'être complémentaire et c'est le cas. L'OGÉ travaille sur l'accès à la profession et au titre de géomètre-expert. De notre côté, nous nous impliquons dans les accords paritaires sur le financement des formations, la représentation au sein de l'Opco, etc.

Vous êtes à mi-mandat. Est-ce déjà le moment de préparer les élections de 2024?

C.T.: A titre personnel, mon but cette année n'est pas de préparer ou non une réélection. Il s'agit avant tout d'atteindre les objectifs fixés par «Trajectoire 2026», qui est notre trame de travail, notre feuille de route, et a démarré il y a un an. Nous avons hiérarchisé les priorités et phasé les projets sur les quatre ans. Pour l'instant, le calendrier est respecté, c'est assez satisfaisant. Le bureau et moi-même avons à cœur d'aller au bout. C'est à la fois un challenge et un dispositif rassurant. ●

(1) Lire le dossier de *Géomètre* n° 2210, février 2022, page 32.

(2) Lire *Géomètre* n° 2210, février 2023, page 15.



Une « Semaine des géomètres-experts » au printemps

L'Union nationale des géomètres-experts organise pour la première fois cette année une « semaine des géomètres-experts », du 29 mai au 4 juin. L'objectif? Déployer, sur la totalité du territoire, des actions de géomètres-experts pour faire parler d'eux, de leurs champs d'intervention, du métier. Les chambres régionales et départementales seront libres de choisir leurs modalités et leurs publics: écoliers, collégiens, étudiants, autres professions, grand public...

Exemples d'événements: portes ouvertes d'un cabinet, réunion avec les notaires, visite d'un établissement scolaire, action Blue Parking... Au niveau national, l'UNGE se chargera de fournir des outils aux cabinets et de relayer les actions sur les réseaux sociaux. L'événement a vocation à être renouvelé.